

ISSN 1019-0287

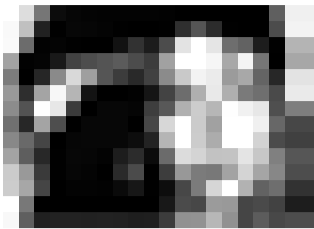
Preis 1,49 €

6. Februar 2004

erscheint freitags

6/2 - 15/2/2004

(film/theatre/concert/events)



# Luxemburg im Leseieber



*Auch wer viel liest,  
kann dumm bleiben.  
Es kommt halt drauf  
an, was gelesen wird.  
Eine weitläufige und  
gängige Erkenntnis -  
mag man meinen.  
Eine Studie über  
die Lesegewohnheiten  
der LuxemburgerInnen  
ignorierte diesen  
Aspekt einfach.  
Und anderes mehr ...*

**aktuell, Seite 6**

(Foto: woxx)

## INTEGRATION

**Avec des décennies  
de retard sur le  
développement de  
l'immigration,  
le Luxembourg pense  
à se doter d'une réelle  
politique d'accueil.  
Mais dans le rapport qui  
servira de base au  
débat d'orientation sur  
l'immigration, les jalons  
sont mal posés.**

*Un commentaire de  
Renée Wagener*

Un secrétariat d'Etat, c'est une des propositions centrales contenues dans le rapport qui vient d'être finalisé par la commission parlementaire spéciale "immigration" - et qui doit servir de base au débat d'orientation annoncé pour la mi-février. L'idée n'est pas nouvelle: en 1974 déjà, le Luxembourg s'était doté de son premier secrétariat à la solidarité sociale - entendez à l'immigration. Dix ans après les premiers accords de main d'œuvre, les responsables politiques se rendaient à l'évidence que l'importation de main d'œuvre bon marché n'est pas sans prix. Le fait que l'intégration sociale ne se fait pas toute seule frappait un pays qui avait tout simplement ignoré, pendant les décennies de l'immigration italienne, sa responsabilité politique d'organiser un accueil. Un quart de siècle après la coalition socio-libérale, le Luxembourg atteint une part de résident-e-s immigré-e-s de 38 pour cent - un record dans

l'Union - sans avoir valablement développé le concept d'un encadrement politique de l'immigration. En soi, la proposition de reprendre l'idée d'un secrétariat d'Etat est déjà une bonne chose, même si la conclusion est tirée tardivement et de façon hésitante. Cependant, en regardant de près le texte soutenu par la majorité de la commission, on s'aperçoit que ce nouvel organe serait créé dans une approche toujours aussi défensive. Le rapport part de la prémisse que les frontaliers et les personnes résidentes venant de pays membres de l'Union (qui fournissent ensemble la part de lion des personnes non luxembourgeoises présentes sur le territoire) soit "échappent à tout effort politique visant l'intégration" soit "des mesures contraignantes ne sont pas possibles à leur égard". En outre, "l'immigration politiquement encadrée doit être limitée" alors que le Luxembourg serait déjà confronté au flux incontrôlable des

frontaliers et de l'immigration intra-européenne. Au vu de l'élargissement prochain de l'Union, la commission conseille de s'allier aux pays-membres qui vont bloquer leur marché de travail aux ressortissant-e-s des pays adhérents pendant les premières années. Même tonalité en ce qui concerne la politique d'accueil. On propose de distribuer un livret d'accueil aux primo-arrivants (quelle révolution!), mais on suggère également d'"examiner la possibilité d'obliger les immigrants travailleurs non communautaires de suivre un cours avant de commencer leur emploi, afin qu'ils acquièrent des notions de la langue luxembourgeoise". En matière d'accès à la nationalité luxembourgeoise, "l'étranger doit suivre un cours sur le Luxembourg, sur sa langue et sa culture". Voilà que la politique d'accueil redevient une contrainte. Bien sûr, des cours linguistiques et de culture générale sont une bonne chose: mais ce

n'est pas en en faisant une chicane qu'on réussira l'intégration. D'ailleurs, le problème est mal posé: si l'Etat et les entreprises pourraient se mettre d'accord pour développer un concept de congé d'intégration, les cours de langue auraient encore plus de succès qu'ils ne l'ont déjà. Et le manque d'enseignantes deviendrait encore plus évident.

C'est dire si les partis de la majorité ont mal compris le concept d'une politique d'accueil et d'intégration telle qu'elle se pratique au Canada ou dans certains pays européens depuis des années. Car pour réussir une politique d'accueil, les mesures coercitives ne sont pas vraiment de mise. Faire valoir la nécessité de l'intégration, c'est une question de persuasion et d'ouverture d'esprit.

## Freiheit mit Grenzen

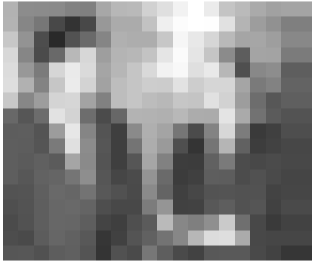
Gleich vier Gesetzesentwürfe hat Bildungsministerin Anne Brasseur kurz vor den Wahlen vorgelegt. Eines davon verspricht den Lyzeen mehr Autonomie.

**interview, Seite 2**

## Kritik von außen

Drah' di net um, der Menschenrechtskommissar geht um: Bei einer Stippvisite in Luxemburg entdeckt Gil-Robles viele Mängel beim Jugendstrafvollzug und in der Asylpolitik.

**dës woch, Seite 3**



## Glück des Odysseus

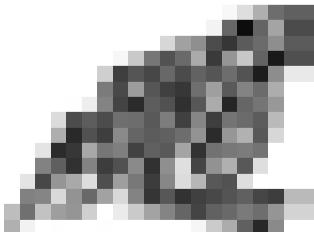
Das Werk von Eduardo Arroyo ist vom Exil und vom Kampf gegen Franco geprägt. Als politischer Künstler sieht sich der spanische Maler trotzdem nicht.

**magazine, Seite 7**

## Un Irakien nous parle

Selon Muhsin Al-Ramli, dans ce monde où règne la loi du plus fort, toute personne croyant à des principes nobles peut s'identifier à Don Quichotte. Rencontre.

**magazine, page 8**



Preis: 1,49 €

